



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 16/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2022

Contexte et constats

Publié sur



DEPOLIA

au 15 rue de Montchavant

à Moret-Loing-et-Orvanne (77250)

Références : E/22-2462
Code AIOT : 0006513392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 octobre 2022 dans l'établissement DEPOLIA implanté au 15 rue de Montchavant à Moret-Loing-et-Orvanne (77250). L'inspection a été annoncée le 27 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOLIA
- Les remises ECUELLES - 77250 MORET-LOING-ET-ORVANNE
- Code AIOT : 0006513392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société DEPOLIA exploite, sur la commune de Moret-Loing-et-Orvanne, un centre de tri, transit et regroupement de déchets industriels banals et de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 108 du 23 avril 2009.

Par arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/DRIEAT/UD77/100 du 12 août 2022, la société DEPOLIA a été autorisée à modifier les conditions d'exploitation de ses installations notamment par :

- l'ajout d'une activité d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de VHU de bateaux de

plaisance ou de sport,

- l'extension de la surface foncière de l'installation en vue de créer une plate-forme de 1000 m² dédiée au stockage temporaire de graves recyclées (40/80).

Les thèmes de visite retenus des arrêtés préfectoraux précités sont les suivants :

article 2.1.2 (APC) : aménagement paysager de la plate-forme de criblage;

article 3.2 : zone d'isolement, clôture du site;

article 5.3 : rejets gazeux;

article 6.4 : contrôle des niveaux sonores;

article 4.6.2.1 : entretien du débourbeur/déshuileur;

article 4.6.2.3 et article 4.6.2.4 (APC) : analyse des eaux pluviales;

article 7.5 : installation électrique;

article 7.13 : vérification des moyens incendie;

article 9.4 : formation du personnel;

article 15 : activité de traitement de bouteilles de gaz.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection	Proposition de délai
7	vérification des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 7.13	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
12	Bouteille de gaz combustibles	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
14	bouteilles de gaz spéciaux	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
15	extincteurs	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
17	analyses des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.9	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
18	accessibilité engins incendie	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 3.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	installation électrique	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 7.5	/	Sans objet
2	zone d'isolement, clôture du site	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 3.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	débourbeur:deshui leur et vanne manuelle	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.1	/	Sans objet
4	analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.4	/	Sans objet
5	analyse des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.3	/	Sans objet
6	bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.5	/	Sans objet
8	Contrôle des rejets gazeux	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 5.3	/	Sans objet
9	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4	/	Sans objet
10	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 9.4	/	Sans objet
11	prescriptions particulières à l'activité de traitement de bouteille...	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-1	/	Sans objet
13	Bouteille de fréon	Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-2	/	Sans objet
16	aspect paysager de la plate-forme de criblage	Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article 2.1.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 21 octobre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que :

- la consigne sur "la conduite à tenir en cas d'incendie" affichée dans le local du personnel n'est pas à jour,
- la consigne affichée sur les murs du casier de stockage n'indique pas l'utilisation de l'explosimètre,
- l'absence de signalétique particulière pour les bouteilles non vides contenant des gaz spéciaux,
- les extincteurs de moins de 2kg sont transmis à l'éco-organisme sans être préalablement vidés,
- des concentrations élevées récurrentes en fer sont relevées dans les eaux souterraines mesurées sur deux piézomètres du site,
- la voie d'accès au bâtiment de déchets dangereux, par les services incendie, ainsi qu'à la zone de dépollution et de stockage des VHU est entravée par un engin durant toute la journée d'exploitation.

L'exploitant devra apporter les justificatifs des actions correctives mise en œuvres pour lever ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 7.5
Thème(s) : Risques accidentels, électricité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le matériel électrique est entretenu, en bon état, et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Il a été mis à la disposition de l'équipe d'inspection les rapports de vérification des installations électriques de 2021 et 2022. Les réserves soulevées dans le rapport de 2022 ont été levées le 22 avril 2022 (une attestation de la société TECELEC confirme cette levée des réserves).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : zone d'isolement, clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, clôture et radioprotection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est équipé de deux ponts bascules et d'une imprimante (ou dispositif enregistreur équivalent) agréés et contrôlés conformément à la réglementation métrologique en vigueur, permettant de connaître le tonnage des déchets admis et sortants du site. Le pont bascule « d'entrée » est équipé d'un système de détection de matières radioactives. Ce système et l'ensemble des automatismes associés sont vérifiés et étalonnés périodiquement, à minima une fois par an, par un organisme compétent et habilité en matière de radioprotection. L'exploitant aménage au sein de l'établissement une aire spécifique matérialisée pour l'isolement d'un véhicule qui aurait provoqué le déclenchement du système de détection de la radioactivité. Cette mesure d'isolement respecte les dispositions applicables en matière de radioprotection.
Constats : Les 2 ponts bascules ont été contrôlés les 13/01/2021 puis le 09/02/2022. L'exploitant a indiqué que la périodicité du contrôle (retard d'un mois) n'a pu être respectée à cause de l'intervenant. Les 2 portiques de détection de la radioactivité ont été contrôlés le 25/01/2022. Les rapports de vérifications des portiques de détection de la radioactivité et des ponts bascules attestent leur conformité. La société DEPOLIA a mis à disposition de l'inspection des installations classées la procédure relative à la conduite à tenir en cas de déclenchement du système de détection de la radioactivité. Aucune remarque n'a été formulée par l'inspection des installations classées. Lors de la visite du site, la zone d'isolement était accessible.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : débourbeur:déshuileur et vanne manuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de suivi du débourbeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ces eaux sont collectées et dirigées par le réseau d'eaux pluviales du site vers un bassin et un débourbeur déshuileur avant rejet dans le réseau eaux pluviales communal dont l'exutoire final est l'Orvanne. Le débit de rejet dans le réseau d'eaux pluviales communal est limité à 2 l/s. Le bassin est intégralement réalisé en béton.</p> <p>Le débourbeur-déshuileur est conçu, dimensionné, entretenu, exploité et surveillé de manière à respecter les seuils fixés à l'article 4.6.2.3 et à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition,...). L'exploitant établit un programme d'entretien du bassin et du débourbeur-déshuileur. Ce programme est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En aval du débourbeur-déshuileur, est mis en place une vanne permettant la coupure de l'évacuation vers le réseau d'eaux pluviales communal en cas de pollution accidentelle et le stockage de cette pollution dans le réseau et le bassin de rétention susvisé, avant pompage éventuel par un vidangeur agréé si les effluents ne respectent pas les caractéristiques fixées à l'article 4.6.2.3. Ce dispositif d'obturation respecte les dispositions de l'article 4.5.2 du présent arrêté. Les déchets qui sont collectés dans le débourbeur déshuileur doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet, conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'entretien du débourbeur a été réalisé le 21/01/2022.</p> <p>Le bordereau de suivi des déchets a été transmis par la société DEPOLIA lors de l'inspection. Celui-ci était correctement renseigné.</p> <p>Le logiciel utilisé par la société DEPOLIA crée des alertes destinées à renseigner la société de la date d'entretien annuelle du débourbeur-déshuileur.</p> <p>Lors de la visite du site, il a été contrôlé la vanne d'isolement et l'état du bassin de rétention. Aucune non-conformité n'a été remarquée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, rejet effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les caractéristiques des rejets, telles que définies à l'article 4.6.2.3 du présent arrêté, font l'objet d'analyses semestrielles par un organisme extérieur agréé. Selon la fréquence précitée, l'exploitant effectue également une mesure de concentration de l'éthylène glycol (monoéthyléther utilisé dans les liquides de refroidissement des véhicules). L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes doivent être effectués conformément aux normes françaises ou européennes équivalentes en vigueur. Les rapports établis à cette occasion sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales,) et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale. Le jour des prélèvements est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal des installations.</p>
<p>Constats : La société DEPOLIA a transmis sur l'application GIDAF, les analyses des eaux pluviales réalisées les 22/02/2022 et 08/06/2022.</p>

La périodicité de contrôle est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/04/09.
Aucune non-conformité n'a été relevée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : analyse des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejet effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dilution de ces effluents est interdite afin de satisfaire aux caractéristiques de rejet indiquées ci-dessous. Les eaux pluviales doivent, avant rejet au milieu naturel (Orvanne), respecter les caractéristiques suivantes : - température < 20 °C, - pH compris entre 6,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline), - Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 10 mg de platine par litre, - Exempt de matières flottantes, - MES <30 mg/l, - DBO ₅ < 30 mg/l, - DCO <100 mg/l, -Azote Total (Kjeldhal) < 5 mg/l, - Phosphore total < 0,5mg/l, - Indice Hydrocarbures < 5 mg/l, - Plomb <0,5 mg/l, - Métaux totaux < 2 mg/l.
Constats : Les analyses des eaux pluviales de février et juin 2022 sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.6.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejet effluents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le réseau de collecte susceptible de recueillir l'ensemble des eaux polluées issues du bâtiment de transit-regroupement des déchets dangereux lors d'un accident (déversement, rupture d'un conteneur de stockage, défaillance d'une capacité de rétention...) ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) est raccordé à un bassin de confinement étanche et résistant chimiquement aux produits collectés. Ce bassin est constamment maintenu à sec. Ce dispositif permet d'éviter tout risque de passage incontrôlé d'eaux polluées vers le réseau d'assainissement communal. La canalisation de transfert des produits entre le bâtiment et le bassin précité est en matériau résistant à l'action chimique des produits corrosifs (acides, bases). Les eaux polluées contenues dans ce bassin sont immédiatement pompées puis envoyées dans une installation de traitement appropriée et dûment autorisée à cet effet conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.
Constats : Lors de la visite d'inspection, le bassin de confinement était quasiment vide. L'exploitant a indiqué que les eaux contenues dans ce bassin provenaient de l'orage pluvieux le jour de l'inspection et de la veille.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : vérification des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 7.13
Thème(s) : Risques accidentels, moyens incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matériels de lutte contre l'incendie, de traitement d'épanchement et de fuites (pompes, produits d'absorption, neutralisant) et les masques, pelles, seaux, réserves de matériaux (sable) sont disponibles sur le site en nombre ou quantité suffisant et à tout moment. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. La défense intérieure contre l'incendie sera assurée au moyen :- d'extincteurs de 6 kg et de 9 kg à eau, à poudre de type A, B, CC,- d'extincteurs spécifiques pour feux électriques,- d'extincteurs sur roues à poudre polyvalente de 50 kg positionnés à proximité des bennes,- de réserves de sable maintenu meuble et sec,- des produits absorbants ou neutralisants appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ou véhiculés,- des robinets incendie armés (RIA) de type DN 60 mm sur tambour à alimentation axiale conforme aux normes NF S61.201 et NF S62.201 placés près des accès et de façon que tout point des locaux puisse être atteint par le croisement de deux jets de lance. Les canalisations et compteurs doivent avoir un diamètre suffisant pour que, compte tenu des pertes de charge dynamique créées dans les tuyauteries, on puisse utiliser simultanément les deux RIA les plus défavorisés dans des conditions normales de pression. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un poteau incendie implanté à environ 120 m de l'entrée de l'établissement. Cet hydrant doit être conforme aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau par le poteau incendie. En cas d'indisponibilité partielle ou totale de cet équipement, l'exploitant met en œuvre tous les moyens compensatoires nécessaires et en informe l'inspection des installations classées. Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et font l'objet de contrôles périodiques par des organismes agréés, en application de la réglementation en vigueur. Dès qu'un foyer d'incendie est repéré, il est immédiatement et efficacement combattu. À cet effet, l'exploitant rédige et affiche une consigne sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Un plan d'intervention des moyens extérieur et intérieur est réalisé et des contacts réguliers avec ces moyens extérieurs ainsi que des liaisons rapides avec les moyens de secours sont établies et entretenues. Un plan, conforme à la norme NF S 60-302, comportant l'emplacement des locaux techniques, des stockages dangereux, des dispositifs de coupure des fluides et des commandes d'équipements de sécurité est apposé dans les bâtiments.</p>
<p>Constats : La société DEPOLIA a mis à disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification des extincteurs daté du 26 février 2022. Ce rapport ne comprenait aucune observations.</p> <p>Deux poteaux incendie sont situés à proximité de l'installation de tri (n° 46 et n° 37). La société DEPOLIA n'a pu transmettre l'attestation de disponibilité opérationnelle permanente de l'alimentation en eau de ces poteaux incendie. Toutefois, par courriel du 12/10/2022, la société DEPOLIA a interrogé la communauté de communes sur cette disponibilité des poteaux incendie. La date de la dernière attestation date du 10/03/2020.</p> <p>La consigne sur "la conduite à tenir en cas d'incendie" affichée dans le local du personnel n'était pas à jour.</p> <p>Le plan d'intervention des moyens extérieur et intérieur a été mis à jour depuis la dernière visite d'inspection de 2021.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 8 : Contrôle des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets gazeux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de composés organo-volatils (COV) rejetée au niveau de la zone de regroupement dessolvants du bâtiment de transit-regroupement de déchets dangereux est inférieure au flux limite de 2kg/h. Le respect de ce flux limite fait l'objet d'un contrôle, dans un délai de trois mois suivant la mise en service du centre de transit-regroupement, puis tous les ans, par un organisme compétent. Le rapport établi à cette occasion est transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagné de commentaires éventuels expliquant les anomalies constatées (incidents, teneurs anormales) et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale. Le jour du contrôle est déterminé de façon à ce que les rejets soient représentatifs d'un fonctionnement normal du centre de tri, de transit et de regroupement de déchets.</p>
<p>Constats : La société DEPOLIA a mis à la disposition de l'inspection des installations classées le dernier rapport de contrôle des rejets gazeux (COV). La quantité de composés organo-volatils (COV) rejetée au niveau de la zone de regroupement des solvants du bâtiment de transit-regroupement des déchets dangereux était inférieure au flux limite de 2kg/h lors de la mesure (mesuré à 67g/h).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Contrôle des niveaux sonores


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 6.4
Thème(s) : Risques chroniques, niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser dans un délai de trois mois après mise en service des installations, puis tous les trois ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores en limite de propriété de l'installation classée et en zones d'émergence réglementée les plus proches par une personne ou un organisme qualifié. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23janvier 1997. Le rapport établi à cette occasion est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant sa réception, accompagné de commentaires éventuels sur les dépassements constatés et des mesures éventuelles prises ou envisagées visant à revenir à une situation normale.</p>
<p>Constats : Le dernier rapport de contrôle date de 2020. Il est indiqué, dans ce rapport, la conformité des niveaux d'émissions sonores, aux 3 points de mesures situés en limite de propriété du site, avec les limites réglementaires de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 9.4
Thème(s) : Risques accidentels, formations du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'ensemble du personnel intervenant sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoit une formation sur la nature des déchets présents dans l'établissement, les risques potentiels présentés par ces déchets et les installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident, et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des dispositions sont prises pour assurer le maintien du niveau de connaissance. L'exploitant constitue une équipe de première intervention de lutte contre l'incendie qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'établissement. Le personnel de première intervention est entraîné périodiquement, au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par an au minimum, à la mise en œuvre des matériels d'incendie et de secours. Ce personnel participe à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.</p> <p>Constats : L'exploitant a indiqué que le personnel reçoit une formation lors de son embauche.</p> <p>Des dispositions sont prises pour assurer le maintien du niveau de connaissance du site lors des "quart d'heure sécurité". Une attestation de présence est signée lors de cette réunion de formation.</p> <p>Une équipe de première intervention est constituée (tout le personnel est formé).</p> <p>Le personnel de première intervention a été entraîné sur feu réel le 29/06/2022. Les remarques établies par le SDIS lors de ces entraînements sont pris en compte par la société DEPOLIA qui programme de nouveaux entraînements.</p> <p>Le suivi des formations du personnel est conservé dans un logiciel de suivi.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : prescriptions particulières à l'activité de traitement de bouteille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-1
Thème(s) : Risques accidentels, bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute opération de découpage au chalumeau est effectuée à plus de 10 mètres des limites de propriété de l'établissement, de tout bâtiment d'exploitation et de stockage de matières combustibles ou inflammables.</p> <p>Constats : Selon l'exploitant, le découpage au chalumeau est effectué au niveau de la zone de stockage des métaux. Ce lieu respecte les dispositions de l'article 15-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-2
Thème(s) : Risques accidentels, bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les gaz combustibles résiduels (butane, propane, GPL, GNV, acétylène...) sont évacués des bouteilles par un gaz inerte ou un liquide et incinérés au moyen d'une torchère. L'atmosphère des bouteilles est contrôlée à l'aide d'un explosimètre avant que celles-ci ne soient éventuellement découpées au chalumeau. A cet égard, ces opérations font l'objet d'une consigne tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les opérations d'utilisation de la torchère sont effectuées à plus de 10 mètres des limites de propriété de l'établissement, de tout bâtiment d'exploitation et de stockage de matières combustibles ou inflammable. Les bouteilles d'acétylène (contenant de l'amiante lié) ne peuvent être découpées au chalumeau et doivent être traitées comme des déchets dangereux.</p> <p>Constats : La société DEPOLIA a mis à disposition de l'équipe d'inspection l'explosimètre dont elle dispose, ainsi que la consigne susmentionnée.</p> <p>La consigne affichée sur les murs du casier de stockage (photo ci-dessous) n'indique pas l'utilisation de l'explosimètre.</p>

<p>Lors de l'inspection, il a été constaté qu'aucune activité relative aux bouteilles de gaz, outre le stockage, n'est exercée sur le site.</p> <p>La torchère était rangée dans un coffre stocké dans un container.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 13 : Bouteille de fréon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-2
Thème(s) : Risques accidentels, bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les fréons résiduels sont aspirés par l'équipement spécifique de la station de dépollution des "véhicules hors d'usage et stockés dans le récipient prévu à cet effet. En tant qu'opérateur (récupération de fluide frigorigène) tel que défini au 6° de l'article R. 543-76 du Code de l'environnement, l'exploitant satisfait aux dispositions des articles R. 543-99 et suivants dudit Code. Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement. L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.
Constats : Certains personnels de la société DEPOLIA disposent d'une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé pour la récupération de fluides frigorigènes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : bouteilles de gaz spéciaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-4
Thème(s) : Risques accidentels, bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Ces bouteilles font l'objet d'un simple regroupement avant expédition pour destruction. Ce stockage fait l'objet d'une signalétique particulière notamment pour ce qui concerne la présence de bouteilles non vides.
Constats : Il n'a pas été identifié de signalétique particulière pour les bouteilles non vides contenant des gaz spéciaux autres que ceux mentionnés ci-dessus.
L'exploitant est tenu de démontrer que ces affichages sont effectifs.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 15 : extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 15-5
Thème(s) : Risques accidentels, bouteilles de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les cartouches de CO sont démontées et percutées. Les eaux comportant des additifs contenues dans les extincteurs à eau sont traitées comme des déchets dangereux (eaux souillées). Les cartouches et les poudres d'extinction extraites des extincteurs à poudre sont traitées comme des déchets dangereux.
Constats : L'exploitant a indiqué que les extincteurs de moins de 2kg ne sont pas vidés. Ils sont transmis à l'éco-organisme non vidés. Il est demandé à l'exploitant de fournir un justificatif démontrant que l'éco-organisme se charge de vider les extincteurs et prend en charge les déchets issus de ces derniers. L'exploitant a spécifié que pour les extincteurs de plus de 2kg, les eaux sont introduites avec les bases des déchets dangereux et les poudres sont récupérées dans les déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 16 : aspect paysager de la plate-forme de criblage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/08/2022, article article 2.1.2
Thème(s) : Autre, aménagement paysager
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Afin de limiter l'impact paysager de la plate-forme de criblage, limitée à 1000 m ² , l'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> - implanter une haie en limite de la plate-forme de criblage sur la partie visible de la départementale RD 606, - limiter la hauteur des stockages à 4m. Toutefois, suivant la hauteur de la haie implantée, la hauteur des stockages peut être portée jusqu'à 6 m. La hauteur des stockage ne devant pas dépasser la hauteur de la haie.
Constats : Lors de la visite d'inspection, il a été constaté : <ul style="list-style-type: none"> - l'implantation d'une haie en limite de la plate-forme de criblage sur la partie visible de la départementale RD 606, - la limitation de la hauteur des stockages à 4m.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article 4.9
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La qualité des eaux souterraines est contrôlée semestriellement au moyen d'un réseau de trois piézomètres, dont un placé en amont hydraulique de l'établissement.
Constats : L'exploitant a transmis les rapports de suivi de la qualité des eaux souterraines des mois de janvier et juillet 2022. Les résultats montrent des fluctuations importantes de la concentration en fer au niveau des piézomètres PZ DID et PZ parking. En janvier 2022, la concentration en fer au niveau du PZ DID (aval) était de 16 858 µg/L alors qu'elle était de 1 938 µg/L au piézomètre PZ PARKING (amont). Cette même tendance a été observée en juillet 2021. La concentration en fer au niveau du PZ DID (aval) était de 22 789 µg/L alors qu'elle était de 516 µg/L au piézomètre PZ PARKING (amont). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'origine de cette forte concentration. Il est demandé à l'exploitant d'effectuer de nouvelles analyses, d'identifier la cause et de proposer des solutions pour remédier à ces fortes concentrations en fer.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2009, article article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité du site aux engins incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les voies de circulation internes à l'établissement doivent permettre aux engins des services de lutte contre l'incendie d'évoluer sans difficulté. En cas de sinistre, les engins de secours doivent pouvoir intervenir sous au moins deux angles différents.
Constats : Lors de la visite d'inspection il a été constaté que la voie d'accès au bâtiment de déchets dangereux, ainsi qu'à la zone de dépollution et de stockage des VHU est entravée par un engin durant toute la journée d'exploitation conformément à la photo ci-jointe :

Il convient que l'exploitant démontre que la voie d'accès au bâtiment de déchets dangereux, ainsi qu'à la zone de dépollution et de stockage des VHU est possible pendant et en dehors des heures d'exploitation en fournissant un plan approprié ou en modifiant la zone de stockage de l'engin précité.
Type de suites proposées : Avec Suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

